



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

CONTRE LES PRÉPARATIFS FÉBRILES DE GUERRE

Organisons les luttes ouvrières Créons les Conseils ouvriers et paysans !

Les masses sont soumises au système de la douche écossaise: un jour, alerte, branle-bas de combat, les Allemands occupent le Maroc le lendemain, tout est arrangé, apaisé. François-Poncet et Hitler s'adressent leurs vœux les meilleurs et se serrent chaleureusement la main. Tout va très mal, écrit-on un jour, les conflits sociaux se multiplient, le gouvernement est débordé. Et quelques jours après, tout est pour le mieux, la production marche à plein et ces messieurs du ministère Blum coulent des jours heureux.

Ce système d'inquiétudes et d'espérances alternées est un moyen qui prépare les grandes masses pour la guerre; il les désaxe totalement, les prive de toute orientation précise et permet ainsi que des campagnes bien menées entraînent en quelques heures les travailleurs dans le torrent de l'union sacrée, déchainant les passions chauvines.

Nouveau coup d'Agadir, a-t-on écrit des deux côtés du Rhin, sur les mesures des uns et des autres au Maroc. Agadir fut une des crises sur la voie de la préparation à la guerre de 1914. Aujourd'hui, les crises se manifestent plus nombreuses et plus rapprochées les unes des autres. Le grand capitalisme français, l'état-major, le gouvernement s'orientent délibérément sur la perspective d'un nouveau carnage.



Une nouvelle dévaluation serait en préparation; la Journée Industrielle demande qu'on en démentisse les rumeurs, alors qu'il en est parlé presque sans détour dans le rapport sur le budget des monnaies. De son côté, Spinaise prépare une reorganisation de l'économie pour la mettre en fait sur le pied de guerre. Et les armements s'accumulent sur terre et sur mer. Enfin, la répression redouble contre les éléments révolutionnaires qui, si faibles soient-ils numériquement, constituent le pire des dangers, celui qui ne vaudra pas composer avec le capitalisme.

Devant la menace de guerre qui va être évoquée dans les prochains débats à la Chambre, tout a été mis en œuvre pour dissiper l'agitation gréviste qui avait repris avec la fin de l'année 1936. Arbitrages, pourparlers, interventions ministérielles, préfectorales, syndicales se sont multipliées pour que les entreprises soient évacuées, pour que le travail reprenne. Il fallait donner le spectacle d'une France unie et forte.

Peu importe à ces messieurs du Front Populaire que cela se fasse au détriment des intérêts des masses travailleuses, que les travailleurs se voient frustrés des avantages acquis en juin, que les militants soient jetés sur le pavé. Peu leur importe que le fascisme exploite avec un démagogie rare et méconnaissable, les désaffections massives des syndicats, qu'il se prépare pour passer à l'attaque, peu leur importe, car ils sont obnubilés par la situation extérieure; la France montre sa force, l'exercice même, pensent-ils, et cela leur vaudra un nouveau crédit, des délais nouveaux.

Pour Trotsky ! Pour les révolutionnaires victimes de la répression en Union Soviétique !

De nouveaux procès sont préparés dans le pays de la dictature stalinienne, pays qui fut celui de la révolution prolétarienne triomphante.

Par le livre de Gide, par le numéro spécial du Crapouillot, une brèche a été faite dans la muraille de mensonges et de calomnies du stalinisme. Maintenant, il faut qu'une action ouvrière sauve les révolutionnaires victimes du stalinisme.

Exigeons une délégation ouvrière en U.R.S.S., exigeons aussi que de véritables délégations d'ouvriers soviétiques puissent venir ici. La lutte prolétarienne ne triomphera pas par le canal de la bureaucratie.

Trotsky vient d'arriver au Mexique. Pour combien de temps le droit d'asile au Mexique est-il assuré à Trotsky? C'est de la vigilance des révolutionnaires du monde entier que dépend le respect du droit d'asile au Mexique, qu'il sera étendu à d'autres pays.

L'action pour Trotsky et tous les révolutionnaires d'Union Soviétique doit doubler d'intensité.

Les prolétaires n'ont pas de patrie !

Aucune justification historique à l'idee de patrie. Au cours des âges, les groupes humains, clan et tribu, ignorent la patrie, de même la pieble anti-que. La France de Lévroude et de Cachin n'est autre chose que l'héritage politique des quarante rois, dont Maurras et Daudet sont les apologistes. Quand Thiers a libéré le territoire, traitait avec Bismarck pour mitriller les communistes de Paris, ou jeter aux charrniers de Moronvillers, pour quelle patrie se faisaient-ils tuer? L'impérialisme français, comme les autres, incendie, exproprie, viole et esservit en Indochine et au Congo, où est la patrie?

Les «patriotes» du Front Populaire, la propagande des radicaux, tout ce plan culturel au-dessous duquel s'est abaissé le parti communiste présentent la patrie comme la résultante d'une communauté de langue, de race, de culture, de civilisation. Les pacifistes bourgeois affirment que «leur patrie» n'est pas agressive. Le Manuel d'Instruction militaire est beaucoup plus brutal, qu'écri-

« La Patrie est ce chiffon de soie — qui délope au soleil ses brillantes couleurs. C'est le nom du pays, c'est l'honneur de ses armes... »
« ...C'est le devoir sacré d'accourir à son rang — sitôt que le clairon lance le cri d'alarme. Et sans songer à soi de donner tout son sang... »
« ... Nous ne nous battons pas pour faire flotter un drapeau sur l'air du drapeau, nous nous battons pour aucun drapeau d'aucune patrie. »

Ceux qui meurent pour la patrie sont les éléments vaincus, alors que la servitude est l'esprit qui nous sommes des sans-patrie et notre drapeau rouge n'est pas et ne sera pas un emblème national, mais le signe de ralliement international des exploités qui, par le vaste monde, s'unissent pour briser leurs chaînes.

VENDREDI 22 JANVIER
au Palais de la Mutualité
Salle G, à 20 h. 30

Réunion interorganisations

(Les divergences entre les partisans de la IV^e Internationale)

Des cartes individuelles sont à la disposition des militants.

leurs à assurer cette lutte par l'organisation à la base, sur le lieu du travail et sur le lieu d'habitation, de conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, de ces comités où les masses se décident, indépendamment de leurs exploités, comment mener leurs combats.

Le Parti Communiste Internationaliste leur montrera inlassablement que la révolution prolétarienne, seule, peut mettre un terme à leurs privations, leurs souffrances et à la menace de mort. Mais il n'oublie pas que les masses suivent encore les partis de la II^e et de la III^e Internationales. Et c'est pourquoi il leur dit: obligez ces formations à rompre

avec les radicaux, forcez-les à prendre toutes leurs responsabilités. Que Jouhaux, Blum, Thorez prennent le pouvoir au lieu de chercher à rejeter l'un sur l'autre la responsabilité des mesures qui frappent les masses. Mais que celles-ci n'aient pas confiance en d'autres qu'elles-mêmes. En juin, elles ont bougé et elles ont obtenu. Depuis, quand elles se sont montrées calmes, quand elles se sont fiées à d'autres elles ont perdu. La leçon doit avoir suffisamment servi.

Annistie totale! C'est ce que les masses travailleuses n'ont cessé de vouloir depuis la guerre mondiale. Elle était aussi dans le programme du Front Populaire, mais huit mois se sont écoulés où quelques rares délégués ont été l'objet de grâces amnistiantes, mais pendant lesquels le Parlement n'a pas trouvé le moyen de mener à bout la discussion d'un projet étiéque.

Annistie totale! La campagne s'impose d'autant plus que, sous le gouvernement du Front Populaire, la répression n'a cessé de sévir. Aux premiers jours

du gouvernement Blum, ce fut l'amorce de complot et les poursuites contre la Lutte Ouvrière dans lesquelles est inculpé notre camarade Desnois. Ensuite, ce furent des poursuites contre Révolution.

Ces jours-ci, la presse bourgeoise informait que des ouvriers étrangers avaient été arrêtés pour propagande révolutionnaire; l'Humanité et le Populaire se taisent.

Et maintenant, c'est la Commune des Jeunes poursuivie et saisie pour provocations de militaires à la désobéissance.

Notre camarade G. Van Heijenoort, inculpé comme gévante, a été interrogé par le juge d'instruction Combeau. Il menaçait de nous poursuivre en cour d'assises. Nous n'en sommes pas effrayés, nous sommes persuadés que ce sont les magistrats qui n'oseront pas le faire, qui enverront à obtenir des condamnations par la correctionnelle.

Préparations de militaires à la désobéissance? Nous défendrons hautement notre action, les textes incriminés. Que contiennent-ils?

« Au premier point de son activité, la J.C.L. place le travail antimilitariste révolutionnaire qui a pour but de rappeler aux travailleurs son l'unionisme leur solidarité de classe avec les autres exploités de toute nationalité et pour leur rappeler que les armes, à eux confiés par la bourgeoisie, ne doivent être employées qu'au service de leur classe. »

« La J.C.L. se refuse à toute défense nationale en régime capitaliste et, en cas de guerre impérialiste, appliquera la tactique du défautisme révolutionnaire. »

« Tes conseils aux soldats, où il est dit: »
« Tes officiers sont au service du fascisme. Souviens-toi toujours que ce sont tes plus mortels ennemis. »

La répression contre nous s'accroît !

Elle stimulera
notre activité
révolutionnaire !

du gouvernement Blum, ce fut l'amorce de complot et les poursuites contre la Lutte Ouvrière dans lesquelles est inculpé notre camarade Desnois. Ensuite, ce furent des poursuites contre Révolution.

Ces jours-ci, la presse bourgeoise informait que des ouvriers étrangers avaient été arrêtés pour propagande révolutionnaire; l'Humanité et le Populaire se taisent.

Et maintenant, c'est la Commune des Jeunes poursuivie et saisie pour provocations de militaires à la désobéissance.

Notre camarade G. Van Heijenoort, inculpé comme gévante, a été interrogé par le juge d'instruction Combeau. Il menaçait de nous poursuivre en cour d'assises. Nous n'en sommes pas effrayés, nous sommes persuadés que ce sont les magistrats qui n'oseront pas le faire, qui enverront à obtenir des condamnations par la correctionnelle.

Préparations de militaires à la désobéissance? Nous défendrons hautement notre action, les textes incriminés. Que contiennent-ils?

« Au premier point de son activité, la J.C.L. place le travail antimilitariste révolutionnaire qui a pour but de rappeler aux travailleurs son l'unionisme leur solidarité de classe avec les autres exploités de toute nationalité et pour leur rappeler que les armes, à eux confiés par la bourgeoisie, ne doivent être employées qu'au service de leur classe. »

« La J.C.L. se refuse à toute défense nationale en régime capitaliste et, en cas de guerre impérialiste, appliquera la tactique du défautisme révolutionnaire. »

« Tes conseils aux soldats, où il est dit: »
« Tes officiers sont au service du fascisme. Souviens-toi toujours que ce sont tes plus mortels ennemis. »

« Au premier point de son activité, la J.C.L. place le travail antimilitariste révolutionnaire qui a pour but de rappeler aux travailleurs son l'unionisme leur solidarité de classe avec les autres exploités de toute nationalité et pour leur rappeler que les armes, à eux confiés par la bourgeoisie, ne doivent être employées qu'au service de leur classe. »

« La J.C.L. se refuse à toute défense nationale en régime capitaliste et, en cas de guerre impérialiste, appliquera la tactique du défautisme révolutionnaire. »

« Tes conseils aux soldats, où il est dit: »
« Tes officiers sont au service du fascisme. Souviens-toi toujours que ce sont tes plus mortels ennemis. »

« Au premier point de son activité, la J.C.L. place le travail antimilitariste révolutionnaire qui a pour but de rappeler aux travailleurs son l'unionisme leur solidarité de classe avec les autres exploités de toute nationalité et pour leur rappeler que les armes, à eux confiés par la bourgeoisie, ne doivent être employées qu'au service de leur classe. »

« La J.C.L. se refuse à toute défense nationale en régime capitaliste et, en cas de guerre impérialiste, appliquera la tactique du défautisme révolutionnaire. »

« Tes conseils aux soldats, où il est dit: »
« Tes officiers sont au service du fascisme. Souviens-toi toujours que ce sont tes plus mortels ennemis. »

« Au premier point de son activité, la J.C.L. place le travail antimilitariste révolutionnaire qui a pour but de rappeler aux travailleurs son l'unionisme leur solidarité de classe avec les autres exploités de toute nationalité et pour leur rappeler que les armes, à eux confiés par la bourgeoisie, ne doivent être employées qu'au service de leur classe. »

« La J.C.L. se refuse à toute défense nationale en régime capitaliste et, en cas de guerre impérialiste, appliquera la tactique du défautisme révolutionnaire. »

« Tes conseils aux soldats, où il est dit: »
« Tes officiers sont au service du fascisme. Souviens-toi toujours que ce sont tes plus mortels ennemis. »

« Au premier point de son activité, la J.C.L. place le travail antimilitariste révolutionnaire qui a pour but de rappeler aux travailleurs son l'unionisme leur solidarité de classe avec les autres exploités de toute nationalité et pour leur rappeler que les armes, à eux confiés par la bourgeoisie, ne doivent être employées qu'au service de leur classe. »

« La J.C.L. se refuse à toute défense nationale en régime capitaliste et, en cas de guerre impérialiste, appliquera la tactique du défautisme révolutionnaire. »

« Tes conseils aux soldats, où il est dit: »
« Tes officiers sont au service du fascisme. Souviens-toi toujours que ce sont tes plus mortels ennemis. »

« Au premier point de son activité, la J.C.L. place le travail antimilitariste révolutionnaire qui a pour but de rappeler aux travailleurs son l'unionisme leur solidarité de classe avec les autres exploités de toute nationalité et pour leur rappeler que les armes, à eux confiés par la bourgeoisie, ne doivent être employées qu'au service de leur classe. »

« La J.C.L. se refuse à toute défense nationale en régime capitaliste et, en cas de guerre impérialiste, appliquera la tactique du défautisme révolutionnaire. »

« Tes conseils aux soldats, où il est dit: »
« Tes officiers sont au service du fascisme. Souviens-toi toujours que ce sont tes plus mortels ennemis. »

« Au premier point de son activité, la J.C.L. place le travail antimilitariste révolutionnaire qui a pour but de rappeler aux travailleurs son l'unionisme leur solidarité de classe avec les autres exploités de toute nationalité et pour leur rappeler que les armes, à eux confiés par la bourgeoisie, ne doivent être employées qu'au service de leur classe. »

« La J.C.L. se refuse à toute défense nationale en régime capitaliste et, en cas de guerre impérialiste, appliquera la tactique du défautisme révolutionnaire. »

« Tes conseils aux soldats, où il est dit: »
« Tes officiers sont au service du fascisme. Souviens-toi toujours que ce sont tes plus mortels ennemis. »

« Au premier point de son activité, la J.C.L. place le travail antimilitariste révolutionnaire qui a pour but de rappeler aux travailleurs son l'unionisme leur solidarité de classe avec les autres exploités de toute nationalité et pour leur rappeler que les armes, à eux confiés par la bourgeoisie, ne doivent être employées qu'au service de leur classe. »

ANTAGONISMES IMPÉRIALISTES EN ESPAGNE ET AU MAROC

Le salut de la révolution est dans la démocratie prolétarienne

VINGT-TROIS ANS APRÈS
1914

VINGT-TROIS années après 1914, le même problème se pose sous de nouvelles formes. L'impérialisme anglais, gavé de l'exploitation d'une masse énorme d'exploités coloniaux, a vu peu à peu ses colonies vassales devenir ses concurrentes, sa puissance de domination s'affaiblit au profit d'impérialismes moins vieux, plus centralisés, plus agiles, plus capables d'assurer des profits aux bourgeoisies coloniales naissantes.

L'impérialisme allemand a joué sur le Rhin de 1914 à 1918, la route de l'orient; les valets les plus représentatifs de l'impérialisme anglais déclaraient, il y a quelques mois, « l'Angleterre a sa frontière sur le Rhin ». La phase actuelle de la décrépitude lente et sans gloire du capitalisme espagnol fait se jouer autour de l'Espagne (position-clé des mers d'Orient, au sous-sol riche en minerais) les rivalités impérialistes. L'Europe, par le système des frontières nationales, est devenue une cage de bêtes affamées.

LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE N'ONT PAS ÉTÉ BATIS

L'abandon de l'internationalisme révolutionnaire n'a pas permis que soit mis un terme aux antagonismes nationaux qui engendrent la guerre. Les Etats-Unis Socialistes d'Europe n'ont pu être bâtis par les révolutions triomphantes, l'Europe se trouve à nouveau face au gouffre de la guerre, il ne s'agit pas des régimes politiques en présence, d'opposition entre les « démocraties » et « le fascisme », mais des contradictions entre les capitalistes qui cherchent à résoudre les uns au détriment des autres les difficultés qui les rongent.

LA HAINE DE LA RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE EST LE TRAIT D'UNION DES IMPÉRIALISMES RIVAUX

Les contradictions sont aiguës, les appétits insatiables, mais la haine de la Révolution prolétarienne est un trait d'union; étouffer la Révolution prolétarienne est le premier souci de tous ces clans impérialistes. Bismarck a permis à la réaction des Vassalides d'écraser la Commune. Foch a permis à l'état-major du Kaiser l'écrasement

Blum, Hitler, Mussolini ont même le même souci: écraser la Révolution pro-

COMMENT ON VEUT NOUS FAIRE MARCHER...



(Dessin paru dans Juventud, organe des jeunesse stalinistes d'Espagne.)

CEUX QUI SONT IGNORÉS PAR LA RÉPRESSION DU FRONT POPULAIRE

Les fascistes s'agitent et s'arment

Aux actes pour créer les milices ouvrières !

LES organisations fascistes continuent leur travail en profondeur, afin de profiter de toute occasion dans la situation internationale pour mettre à leur profit un terme à l'expérience du Front Populaire pour étouffer la lutte prolétarienne.

Nous exposons par ailleurs ce qui se passe dans les grèves du Nord. Nous donnons également le cliché du casque distribué CETTE SEMAINE dans les équipes ouvrières de Paris, qui, dans ces casques, nous attaque violemment. De toutes parts, il s'agit de renforcer des organisations fascistes et leur offensive de pénétration se poursuit.

Nous donnons ci-dessous le texte d'une circulaire fort instructive:

UNION NATIONALE
DES INGENIEURS ET GENS
DE MAÎTRISE
ANCIENS COMBATTANTS
Secrétariat: 1, rue Pissarro, Paris (17^e)

Paris, le 16 décembre 1936.

Cher Monsieur,
Sous la présidence de M. le général Henry, ancien chef d'Etat-Major de M. le maréchal Lyautey, ancien commandant en chef de l'Armée Française d'Orient, et en prévision d'une tentative de prise de possession des usines, fermes et ateliers ou maisons de commerce, pour leur exploitation en sovi-

à la faveur d'une grève générale révolutionnaire et d'un coup d'Etat communiste possible, nous avons collab-

« à la discussion et à l'adoption d'un plan général de défense de l'ordre établi et de la légalité constitutionnelle. »

Ce plan, soumis à des personnalités militaires, politiques et industrielles notables et aux chefs de certains groupements nationaux, prévoit la mise en défense urgente des petites villes, villages situés aux alentours des grands agglomérations industrielles, et de leur permettre de résister aux incursions des groupes mobiles des milices révolutionnaires et de leur per-

mettons d'insister sur l'EXTREME URGENCE de votre réponse.

Dès que le groupe défensif de votre région sera suffisamment nombreux, nous vous communiquerons les noms de ceux de vos concitoyens qui ont accepté de le constituer, afin que vous puissiez vous réunir et élire votre chef.

Je me ferais personnellement un devoir d'assister ou de me faire représenter à cette réunion où vous serez développés les éléments tactiques de la défense de votre petite ville d'ant les principaux éléments auront été mis au point par avance.

Dans la réponse que nous attendons, nous vous serons obligés de vouloir bien nous faire connaître si vous êtes officier ou sous-officier de réserve, et de quelle arme.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions de vouloir bien agréer, cher Monsieur, l'assurance de nos sentiments dévoués.

Edouard SOULEBEAU,
Secrétaire
général de l'U.N.I.G.M.A.C.,
président du Groupement
National des Français
Mobilisables.

A Paris, les bandes de Doriot vendent maintenant leur journal sans aucune réaction ouvrière.

Nous posons à nouveau la question: « Osons-ils se prétendre des révolutionnaires sans laisser cette situation continuer? Nous leur proposons l'organisation de corps révolutionnaires communs pour l'auto-défense active. Nous leur proposons sur les mots d'ordre « armement des ouvriers », « liquidation des bandes fascistes par la violence prolétarienne », de réaliser un front unique sérieux dans chaque arrondissement pour balayer la vermine fasciste. »

d'une semaine à l'autre

8 JANVIER

Des parias auxquels on ne pense pas assez, ce sont les enfants et adolescents que frappe la loi bourgeoise et qui sont internés dans les « maisons de correction » appelées pudiquement par euphémisme « établissements d'éducation surveillée ».

Quelques courageux articles, mais surtout plusieurs révoltes de jeunes détenus, avaient déjà attiré l'attention sur le régime odieux infligé dans ces établissements à des enfants. L'enfance, par définition, ne peut être coupable; dans la totalité des cas, elle est victime. Et pourtant, les mêmes sévices, les mêmes brutalités, le même arbitraire, en honneur dans les châtiments pénaux, sont également subis par des gosses.

Un essai de réorganisation est en cours et, à La Motte-Beuvron pour commencer, un personnel nouveau, composé de trois instituteurs, vingt

moniteurs et quatre maîtres-ouvriers entrera en fonctions à la fin de ce mois pour tenter la besogne de rééducation selon des méthodes plus humaines.

« Ce qui signifie que, pendant 15 jours encore, les jeunes détenus de La Motte-Beuvron vont être livrés à la rançune de geôliers armés de « gascottes... » et que l'opinion publique, qui étudie volontiers les problèmes gênants, oubliera certainement la situation des autres maisons de correction.

Mais les effectifs réduits du nouveau personnel de La Motte-Beuvron laissent craindre que l'on fasse de ce pénitencier une maison modèle à l'usage des enquêteurs, après avoir transféré une partie des détenus dans les autres pénitenciers. Une commission prolétarienne de contrôle, composée d'ouvriers, d'ouvrières et de paysans est nécessaire et

« En épousant la cause des impérialismes rivaux, « la lutte pour la Paix », les stalinistes ment à la fois une lutte de préparation de la guerre contre la révolution prolétarienne, qui seules peut affaiblir les impérialismes, et ouvrir

« Les contradictions inter-impérialistes sont à leur comble: la bureaucratie de l'U.R.S.S. prend place dans un des camps, dominant comme gage de son rôle contre-révolutionnaire l'autorité que lui confère dans les masses l'usurpation des traditions d'Octobre qu'elle liquide. »

« En épousant la cause des impérialismes rivaux, « la lutte pour la Paix », les stalinistes ment à la fois une lutte de préparation de la guerre contre la révolution prolétarienne, qui seules peut affaiblir les impérialismes, et ouvrir

« Les contradictions inter-impérialistes sont à leur comble: la bureaucratie de l'U.R.S.S. prend place dans un des camps, dominant comme gage de son rôle contre-révolutionnaire l'autorité que lui confère dans les masses l'usurpation des traditions d'Octobre qu'elle liquide. »

La C. G. T., la grève et l'arbitrage obligatoire

Jouhaux a recommandé à pérorer à la radio. Le plan, le minimum, le maximum, les classes moyennes, l'unité nationale, la confiance dans le travail, ceux qui étaient à l'écoulet ont été largement servis de ces formules... le plus souvent inintelligibles... comme disait Monnausseu en 1920, du programme minimum de la C.G.T. Mais le secrétaire général de la C.G.T. s'est bien gardé de parler d'augmentations de salaires, il n'a même pas employé la formule timorée de rajustement des salaires. Et ce silence l'a dispensé de parler de moyens de lutte pour les revendications ouvrières.

Pendant que se poursuit chaque semaine ce monologue radiophonique, qui s'est produit une courte période au sujet de l'arbitrage obligatoire et du droit de grève. Dumoulin, Belin, le Temps ont écrit sur ce sujet. La loi votée par le C.C.M. n'a pas été un contre-acte-ci, mais elle a été un acte de défense de la loi en expliquant qu'elle ne supprimait pas le droit de grève. Et, on vit alors, Temps, qui pendant toute la période on le projet fut discuté faisait le moule, le rejetait, déclarait: Par cette loi, toute grève se trouve désormais être illégale. Autrement, l'organe du grand capitalisme qui s'est offert à l'usage de faire voter cette loi par le Front Populaire, de la faire appuyer par la C.G.T., affirme, ce que nous avions prévu, ce que le Syndicat de employés du Havre a dénoncé avec force, c'est-à-dire que cette loi va servir d'arme pour étouffer le droit de grève. Après s'être servi des politiciens du Front Populaire, le capitalisme trouvera la magistrature et son service pour interpréter comme il conviendra la loi sur l'arbitrage obligatoire.

Nous laisserons de côté les arguments juridiques et formels échangés par les uns et les autres. Ils ont un point commun, les Belin et les rédacteurs du Temps, ils sont attachés au système capitaliste de toutes leurs fibres. Les uns comme les autres n'ont rien d'autre à proposer que de maintenir à l'ordre existant, il faut trouver de nouvelles formules pour que le travailleur se laisse exploiter.

La bureaucratie de la C.G.T., ce lourd appareil syndical qui vit dans les bureaux des Bourses de travail et de maisons achetées à grand prix n'a qu'une crainte: que les ouvriers secouent leurs chaînes, et il a accepté avec joie un dispositif légal qui va ajouter à ses prérogatives, qui sanctionne ses sempiternelles démarques et pourparlers.

La classe ouvrière n'a pas combattu contre cette loi qui a porté atteinte au droit de grève. Pourquoi cela? La classe ouvrière, dans son désarroi actuel, n'a pas réalisé ce qu'était cette loi. Aucun texte ne disait formellement: défense de faire grève elle ne sait pas encore ce à quoi serviraient les textes votés. Et surtout quand elle sera accablée à la grève il n'y a aucun texte de loi qui prévaudra à cette nécessité.

Actuellement, les travailleurs ont besoin d'une augmentation générale de leurs salaires, à cause de la montée du coût de la vie. Et si une nouvelle dévaluation était opérée, ce qui est probable pour un avenir assez proche, l'augmentation s'imposera sans tarder. Le patronat ne voudra pas payer, l'Etat lui a donné l'exemple, car le budget du Front Populaire procède à des économies sur les traitements des fonctionnaires. La lutte s'engagera inévitablement.

Jouhaux bavardera tant et plus au micro, les Belin dissertent sur l'arbitrage obligatoire, des lois nouvelles...

Les pourront être votés pour juguler le mouvement ouvrier, tout cela sera vain: les travailleurs passeront par-dessus toutes les barrières dressées sur leur chemin. Mais, pour gagner la bataille, il faut dès maintenant s'organiser, sur la base de l'entreprise, sur la base locale, créer son conseil, son comité. Ce n'est pas dans l'arsenal des lois bourgeoises que les travailleurs ont cherché la défense de leurs intérêts; c'est en forgeant une nouvelle société, une nouvelle égalité qu'ils mettront un terme à leurs souffrances.

En vente à « La Commune » : P. FRANK

FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES?



La lutte contre l'arbitrage obligatoire au syndicat des tramways de Lyon

Dans le numéro du 5 janvier du Tramway, organe des employés de la Compagnie des Tramways de Lyon, une « tribune libre » est ouverte aux syndiqués. Ce qui permet que, tandis que dans la première page s'étale la prose ardue du camarade L. B. qui se prononce contre l'arbitrage obligatoire, dans la deuxième page, un camarade qui se prononce énergiquement pour la position prise par les ouvriers, pour l'enregistrement de la résolution et le tract du Syndicat des Employés du Havre.

La bourgeoisie a, au lendemain des grèves, relevé la tête. Elle a saboté le travail des délégués d'usines, de chantiers. Elle a dénoncé les contrats collectifs. Par des mesures plus ou moins déloyales, elle a essayé de refuser les contrats payés. Elle a retardé le plus possible l'application de la semaine de 40 heures. Elle a essayé de faire respecter, par les patrons, les signatures. Souvent, ils sont repartis en grève. Nous devons déclarer qu'ils avaient raison et le rôle des organisations ouvrières était de soutenir, par tous les moyens, les ouvriers en lutte. Cela n'a malheureusement pas été le cas. Au sein de la C.G.T. même, certains dirigeants ont, dans des propos peu dignes de représentants, tenu des propos qui ont, en définitive, fait se rappeler les paroles de Senard, au Congrès national de la Fédération des Métaux:

« Votre nouveau mot d'ordre doit être: Plus d'occupations d'usines... »

PUTEAUX A l'imprimerie Oller

A l'imprimerie Oller (rue François-François) de fabrication de tickets pour le métro, la T.C.R.P., de Puteaux, les ouvriers avaient fait grève en juin et obtenu quelques revendications. En décembre, les courses étant finies, la direction n'ayant plus à fournir de P.M.U., a commencé à réagir. Elle a renvoyé 25 ouvriers et 4 employées et réouvert le samedi de travail à 33 h (précédemment 32 h.).

Les travailleurs doivent organiser un comité d'usine.

Aux travailleurs de Rombas et Hagondange

Für die Werkarbeiter von Rombas und Hagondingen

Die Berichte aus den Betrieben melden Entlassungen und Repressionen gegenüber den besten Arbeitervertretern: 2 Arbeiter Delegierte der Brancière, 20 Mann bei der Flum in Metz, und dergleichen mehr, ohne dass man genügend dagegen kämpft. In Rombas und Hagondingen ist unsere Lage noch schlechter. Laut Humanité, unterschrieben vom Generalsekretär der C.G.T., Gen. Schwob, ist der kollektive Vertrag mit einem mindestens Grundlohn von 25 frs. pro Monat unterschrieben worden, ausser Schicht unterschrieben von 20 bis 25 frs. pro Woche bei 40 stündiger Arbeitszeit. Ist es ein Sabotage von Seiten der Hüttenbarone, so ist der Kampf sofort von neuem aufzunehmen, Forderungen zu stellen, die den Lebensverhältnissen des Arbeiters entsprechen: I.) Ein Mindestlohn von 40 francs pro Schicht, d.h. mindestens 240 francs pro Woche bei 40 stündiger Arbeitszeit. II.) Vergütung der Bahnspesen für alle ausserhalb von Rombas und Hagondingen wohnender Arbeiter. III.) Freie Strassenbahn vom Bahnhof Hagondingen bis zur Hütte, und zurück. IV.) Sofortige Einführung der 36 Stundenwoche bei gleichem Lohn, d.h. der 4 Schichtentage. V.) Wahl von Delegierten, auch wenn die betreffenden Genossen erst einige Tage im Betrieb arbeiten. Warum diese Forderungen? Weil die besten Kämpfer der Arbeiterinteressen auf Pfahnen fliegen bevor sie überhaupt ein Jahr im Betriebe sind. Im Falle dass sich die Humanität nicht den wahren Sachverhalt mitteilt, so stellt sich die Frage, ob wir an der Spitze der C.G.T. die richtigen Männer haben, um unsere Interessen zu verteidigen (Kam. Schwob).

DANS LES MÉTAUX DE LILLE

La politique réformatrice a servi le patronat et ses agents fascistes

Nous avons dit, la semaine dernière, que la limitation de la grève des métaux du Nord, à Lille, aurait des conséquences nuisibles. Ça n'a pas manqué. Les patrons lillois ont feint d'accepter l'arbitrage, comme un acte de bienveillance. Les ouvriers se sont présentés au travail. Et ils ont alors trouvé la porte close sous le prétexte que le patronat ne disposait pas de ses agents de confiance et que les ingénieurs qui faisaient grève à leur tour.

Or, ces techniciens n'ont agi que sous l'instigation du haut patronat. La circulaire que nous est parvenue, en numéro sur l'activité fasciste parmi ces couches petites bourgeoises est bien claire. Le patronat de Lille a voulu, par ce moyen, empêcher les ouvriers d'obtenir des syndicats que leur élan, leur vigueur pour la lutte soient rompus, au moment où ils se présentent allégresse. Les patrons ont placés les ouvriers dans une situation embarrassante. Faire rebondir le mouvement? Contre qui? Pas mal d'ouvriers se sont alors dressés contre

le syndicat de la C.G.T., qui certainement perdrait des adhérents. La décision des techniciens d'arrêter la grève après avoir pendant quelques jours bafoués les organisations de la C.G.T. ne fut que pas un échec des agents du fascisme.

On voit où mène la politique réformatrice. En présence de la brutalité nationale et des heurts ouvriers, les techniciens moyens ont eu recours à la force. Or, si la grève avait été menée énergiquement, si l'on n'avait pas couru à tout bout de champ chez le préfet pour obtenir l'arbitrage, si l'on avait pratiqué l'action directe, les patrons auraient été moins arrogants, auraient eu beaucoup moins de poids sur le terrain de la grève des métaux lillois ne se serait pas terminée ainsi.

Une seule solution: faire triompher dans les rangs ouvriers une politique révolutionnaire. Pour cela, ralliez les ouvriers à la lutte de classe abandonnée par les partis de la II^e et de la III^e Internationales.

Leur hauteaine aux travailleurs, a suffi à montrer que les patrons ne tiennent pas à des avis de ce Conseil de discipline.

La direction, passant outre à l'avis des délégués du personnel et aussi à celui des délégués des ouvriers, a travaillé à maintenir des licenciements, poussant même sa provocation jusqu'au renvoi d'un employé sans indemnité.

Les délégués du personnel ne pouvaient laisser passer cette mesure sans démasquer l'attitude de la direction. Leur démission collective fut remise et toute le personnel fut mis au courant de la situation.

Un mouvement de grève de protestation aurait pu être fait et il aurait donné à cette question qui tient tant au cœur aux employés de la Nouvelle, une vie réelle. Il aurait fait que l'organisation syndicale mette cet incident, dans une agitation en vue d'un mouvement général de protestation qui aurait obligé le patronat à reculer.

Or, ce ne le fait pas, car elle tient compte des intérêts du Gouvernement avant les intérêts des employés et ne veut causer la moindre peine au Gouvernement.

Le patronat, magasin par magasin, viole et déforme les accords, mais il ne fait rien dire sans qu'il n'ose dire des « sottises ». Des employés déçus sont parvenus à se faire influencer par le démagogue des organisations fascistes, qui cherchent à exploiter leur mécontentement.

Le fait que les employés qui, en juin, ont fait leur premier pas dans les luttes de classes, comprennent qu'il n'y a pas de collaboration possible. Leur démission collective fut remise et toute le personnel fut mis au courant de la situation.

Seule l'expropriation totale des capitalistes permettra aux travailleurs de mettre un terme à la situation présente. Pour mener cette lutte, qu'ils rejoignent le Parti Communiste Internationaliste qui poursuit une lutte sans merci contre la bourgeoisie.

Le coût de la vie augmente terriblement. La révolte des ouvriers se traduit par des grèves et des occupations d'usines. Le gouvernement de Front Populaire a-t-il le courage de défendre les intérêts des travailleurs?

P. T. T.

Le gouvernement de Front Populaire a-t-il le courage de défendre les intérêts des travailleurs? Le Parti National a tenu une réunion à Poitiers. Les auditeurs ont entendu de Roux, représentant régional du duc de Guise, Richard et Jean Renaud, que le Journal de l'Ouest qualifie de magnifique officier de coloniale. Tout le monde sait ce que cela veut dire et la classe ouvrière est depuis longtemps fixée sur les tristes itinéraires de la France de Lyautey.

Le gouvernement de Front Populaire a-t-il le courage de défendre les intérêts des travailleurs? Les ouvriers de Poitiers qui veulent lutter contre le fascisme autrement que par des mots, ont placé est dans les rangs du Parti Communiste Internationaliste.

A PARIS

Une réunion sur l'U.R.S.S.

Dans la salle du 18 de la rue Parmentier, vendredi soir, une conférence du camarade Yvon avait attiré 150 à 200 travailleurs, inquiets du sort de la révolution russe.

Avec une puissante simplicité, celui-ci allait nous dépeindre l'asservissement des syndicats aux directives gouvernementales et l'absence de tout pas du verbatim et à chacune de ses affirmations, Yvon nous fournissait des preuves à l'appui, nous tournant à l'aspect anodin, mais toujours révélateur.

Ainsi, jusqu'en 1928, c'est-à-dire à l'époque où Staline triompha de l'opposition, sur les cartes syndicales figurèrent les statuts et les recommandations usuelles. Payement régulier des cotisations, etc., etc. Des lors les statuts disparurent par phases successives et en 1932 les cartes syndicales ne comportèrent plus que des recommandations d'ordre militaire. L'orateur prit soin de souligner que, pourtant, il n'y avait pas de danger à ce que nous concluions, Yvon rappela qu'un régime peut être oppressif sans être capitaliste.

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

Charron, maréchal, fournisseurs de machines agricoles ont augmenté leurs prix, l'épicier et le cordonnier aussi. C'était inévitable. Avec les salaires augmentés, la semaine de 40 heures et les congés payés, il faut que les patrons augmentent leurs marchandises, et puis, les occupations d'usine ont paralysé le commerce. Voilà du détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

A POITIERS

Le Parti National a tenu une réunion à Poitiers. Les auditeurs ont entendu de Roux, représentant régional du duc de Guise, Richard et Jean Renaud, que le Journal de l'Ouest qualifie de magnifique officier de coloniale. Tout le monde sait ce que cela veut dire et la classe ouvrière est depuis longtemps fixée sur les tristes itinéraires de la France de Lyautey.

Le gouvernement de Front Populaire a-t-il le courage de défendre les intérêts des travailleurs? Les ouvriers de Poitiers qui veulent lutter contre le fascisme autrement que par des mots, ont placé est dans les rangs du Parti Communiste Internationaliste.

P. T. T.

Le gouvernement de Front Populaire a-t-il le courage de défendre les intérêts des travailleurs? Le Parti National a tenu une réunion à Poitiers. Les auditeurs ont entendu de Roux, représentant régional du duc de Guise, Richard et Jean Renaud, que le Journal de l'Ouest qualifie de magnifique officier de coloniale. Tout le monde sait ce que cela veut dire et la classe ouvrière est depuis longtemps fixée sur les tristes itinéraires de la France de Lyautey.

Le gouvernement de Front Populaire a-t-il le courage de défendre les intérêts des travailleurs? Les ouvriers de Poitiers qui veulent lutter contre le fascisme autrement que par des mots, ont placé est dans les rangs du Parti Communiste Internationaliste.

CHRONIQUE PAYSANNE

Chez un paysan de l'Est

Un de nos lecteurs a bien voulu nous donner les extraits d'une lettre personnelle que lui adresse un cultivateur de la Moselle et nous demande: qu'en pensez-vous?

Cette lettre est un document intéressant: « ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

Lettre du village

Malgré la loi, des ouvriers agricoles sont encore contraints de coucher dans le même local que les animaux. Nous voudrions bien, disent hypocritement les agrariens, mais nous n'avons pas d'argent pour faire les aménagements nécessaires. Que risquent-ils? Les agents du contrôle ne viennent jamais nous visiter. Viendraient-ils que l'agriculteur bénéficierait d'un délai de six mois, et en cas de poursuite, une réclamation faite par lui au ministère de l'Agriculture aurait un effet suspensif... Certains, cependant, n'ont pas hésité à bénéficier des avances faites par le Crédit agricole: 100.000 francs au maximum, pendant vingt-cinq ans, 2% d'intérêt... Nous devons, nous, ouvriers agricoles, désigner nos délégués de village. Ils ont du pain sur la planche! N. V., à Garancières.

CHOMEURS, A L'ACTION!

Les Chambres viennent de rentrer et nous n'avons point, cette année, connu de marche de la faim, comme il y en eut précédemment. Les chômeurs seraient-ils donc contents? En effet, chaque jour qui passe marque une nouvelle hausse au coût des denrées de première nécessité et la femme du chômeur voit chaque jour diminuer la possibilité de donner à manger à ses gosses. La ridicule augmentation de l'allocation accordée, voici quelque temps enfiévrée, a été compensée par une hausse constante du coût de la vie? Les chômeurs qui ont voté Front Populaire doivent aujourd'hui comprendre que le bulletin de vote ne signifie pas grand chose, pas plus que les promesses électorales et que c'est seulement leur lutte acharnée et persévérante qui fera triompher leurs revendications. Mais, aujourd'hui, les chefs des partis ouvriers prêchent partout le calme et la résignation, et on demande aux chômeurs de se tenir tranquilles pour ne pas créer d'ennuis au gouvernement. Les sans-travail se font des ennemis que peuvent avoir Blum et ses amis, qui ont de quoi manger; ils demandent seulement du travail ou une allocation qui leur permette de vivre décemment. Face à la trahison des staliniens, ils constitueront partout des comités d'action et, malgré les endormeurs bien nourris, ils reprendront, plus ardente que jamais, la lutte pour leurs revendications. Le Parti Communiste Internationaliste, le parti des exploités, sera à leurs côtés.

A la Fédération des Cheminots

Est-il vrai qu'à la Fédération les permanents se sont octroyés le mois double pour le nouvel an? Est-il vrai que les membres des élus, chômeurs de la région, ont pas de traitement, il a été accordé par compensation une gratification de 2.500 francs? La brochure: 0 fr. 50

La « crise » chez les capitalistes

Notre Parti Communiste Internationaliste ne cessera de répéter que, seul, le contrôle ouvrier sur la production pourra permettre aux exploités d'apprécier à leur juste valeur les prétextes fournis par les capitalistes pour justifier leur résistance aux 40 heures ou aux augmentations de salaires. Depuis le début de la crise, non seulement la plupart des industries n'ont jamais vu diminuer leurs bénéfices, mais encore chaque année marque une sensible augmentation sur la précédente. Voyons, par exemple, ce qu'écrivit du groupe Royal Dutch-Shell, qui contrôle environ le huitième de l'industrie pétrolière mondiale, l'Informateur du 13 janvier: « Ces deux compagnies associées viennent de reprendre la pratique des comptes de dividendes. L'exercice 1936 a laissé des bénéfices en sensible augmentation, et 1937 s'annonce plus favorable encore, étant donné l'allure du marché du pétrole. Le dernier exercice des Messageries Fluviales de Cochinchine se traduit par un bénéfice de 3.500.000 fr. contre 1.311.330 fr. pour 1935. Les Jambons Français, malgré la crise, maintiennent le dividende à 25 francs.

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

« ...La vie, dit-il, a augmenté à Paris, ici aussi et nous nous en ressentons beaucoup, car l'augmentation des produits agricoles ne nous avantage pas. Le blé, oui, a augmenté, mais... nous n'en produisons pas pour la vente, et insuffisamment pour notre propre consommation, en sorte que nous devons en acheter, et au prix fort. Nous élevons un peu de détail qui ne se vend pas. »

CHEZ BRANDT

C'est la bagatelle de 150 millions que l'Etat capitaliste français versera à M. le fabricant de canons et d'obusiers Brandt pour nationaliser ses usines! Une paillasse! Mais il paraît que ça ne suffirait pas à Brandt et à son personnel-de-maîtrise-croix-de-feu: quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérobé les plans, c'est-à-dire des documents que la bourgeoisie a intérêt à garder secrets (?). Et ces plans ont été conservés quelques jours, après quoi, sous menace d'une plainte, ils ont été rendus au « père des soldats » (Huma), M. Daladier, lequel aurait fait passer les valisiers de quelques ingénieurs ont dérob



Son activité avant octobre: 1902. Arrêté à Nijni-Novgorod. 1903. Soumis à la haute surveillance. 1907. Membre du Comité social démocrate de Perm, condamné à deux ans de détention. 1909. Arrêté peu après sa libération dans une assemblée clandestine à Moscou, condamné à trois ans de Sibérie. Tuberculeux, gravement atteint, est autorisé à quitter la Russie. 1911. Revenu en Russie, exilé à Narumsk, placé sous haute surveillance. S'évade le 7 décembre 1912. 1913. Arrêté le 10 février à Perm. Exilé dans un coin reculé du pays de Toukhoum. Y reste trois ans, jusqu'à la Révolution d'octobre.

Au cours de la Révolution, il remplit des fonctions de tout premier plan. Il préside le Comité Exécutif Central panrusse des Soviets. Il est au centre de l'organisation du parti bolchevik, sachant, chaque fois, utiliser l'homme qu'il convient pour une fonction déterminée. Dans cette tâche, Trotsky écrit qu'il était « irremplaçable ». Lors qu'il mourut, en 1919, épuisé, rongé par la tuberculose et les privations de la guerre civile, Lénine déclara: « Nous avons perdu notre organisateur le meilleur... »



La Jeunesse d'un Clerc

Au soir de leur vie, les bourgeois mettent généralement quelque complaisance à se raconter. Leur récit leur apparaît comme la seule certitude de la supériorité et de leur intelligence personnelle et de la classe à laquelle ils appartiennent. Benda, que rendait célèbre sa « Trahison des clercs », et qui se définit lui-même comme « jouissant de son état de bourgeois », se raconte en deux cents pages. Enfant dans un salon près d'un père lettré et musicien, amateurisme à l'Université, indifférence vis-à-vis des questions sociales, tout y est et l'auteur ne nous épargne même pas l'histoire de quelques-uns de ses succès féminins. Cette vie de luxe, produit du régime capitaliste ne peut que rendre plus sûre notre haine de classe. Que, par ailleurs, Benda soit conscient de sa déqualification et de son inutilité, ne change rien à la faire, pas plus que le fait qu'il nous épargne le spectacle de la lâcheté habituelle chez ses confrères dont la plupart se découvrent maintenant une sympathie distante pour la révolution. De son livre, les prolétaires ne retiendront rien.

(1) Gallimard, éditeur.

NOS BROCHURES

- P. FRANK: Fallait-il prendre les usines? Prix 1.00
J. DESNOTS: A ton tour, payan. Prix 0.50
A bas la répression contre-révolutionnaire en U.R.S.S. Prix 0.25
Le Pain, la Paix, la Liberté. Ne les demande pas, prends-les. Prix 0.25
Le Parti Communiste Internationaliste et les syndicats... Prix 0.10
et les Jeunes... 0.10
et le fascisme... 0.10
et le pouvoir... 0.10
Manifeste-programme du P. C. I. Prix 0.25
La crise de la section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Tome I et Tome II) (Réserve aux membres de l'organisation.) Prix 2.00
ROSA LUXEMBOURG: Lettres de prison... 5
Grève générale, Partis et Syndicats... 3
L'Accumulation du Capital... 12
JACQUES PERDU: Les insurrections lyonnaises... 4 50
GUSTAVE DUPIN: Le règne de la bête... 9

BULLETIN D'ABONNEMENT

Form for subscription details including name, address, and payment information.

L'ASSASSINAT

(Extraits du "Crapouillot", Janvier 1937)

(Suite du numéro 38) Dans l'ensemble, le procédé consiste à sélectionner sur un grand nombre d'accusés, les seuls complaisants à les présenter aux juges, qui sont exécutés, les autres, nommés par le parti, recevant du parti des instructions précises. Des pièces officielles, il résulte que les accusés étaient en réalité au nombre de 53 — cinquante-trois. Les affaires de 1. Gaven, 2. Guertik, 3. Karyov, 4. Konstant, 5. Matorine, 6. Olsky, 7. Kozlov, 8. Satonov, 9. Fayvilovitch, 10. Schmidt, 11. Esterman, 12. Kouzmitchev sont « réservées » — déclare l'acte d'accusation. Réservées dans un mystère total, elles le sont encore à ce jour, cinq mois après l'exécution des seize... Pourquoi, si ce n'est parce qu'on ne peut pas produire au grand jour des accusés qui pourraient devenir des accusateurs et qu'il faut dès lors, extra-légalement, supprimer dans l'ombre? En outre, furent mentionnés au procès, presque tous emprisonnés et maintenus jusqu'ici dans l'obscurité la plus tragique: 1. L'historien Anychev; 2. Arkus, fonctionnaire des Finances; 3. Charov, fondateur du parti; 4. J. Chatskine, ancien dirigeant de l'Internationale Communiste des jeunes; 5. Chliapnikov, vieux bolchevik; 6. Stykold, un des organisateurs de l'Armée Rouge; 7. La sœur du fusillé Dreiter; 8. Eysmont, vieux bolchevik, ancien membre du gouvernement, emprisonné depuis 1932; 9. Pédorov, Fedotov; 10. Friedland, historien connu; 11. Friedman; 12. Fourtychev; 13. Gaevski, combattant de guerre civile; 14. Grunstein, forgeron sous l'Ancien Régime, organisateur de l'Armée Rouge; 15. Herzberg, vieux membre du parti; 16. Jakovlev; 17. Iatsky; 18. Léine; 19. Koukline; 20. Koukline, un des fondateurs du parti et du pouvoir à Pétrograd; 21. Kunt; 22. Liepschitz; 23. Medvedev, vieux bolchevik de l'opposition ouvrière; 24. Mouchine; 25. Okoudjova, vieux militant géorgien; 26. Ouglanov, ancien secrétaire du Comité central; 27. Piatkov, ancien membre du C. C. membre du gouvernement; 28. Poutna, attaché militaire à Londres; 29. Karl Radek; 30. Rioutine, ancien secrétaire du Comité de Moscou; 31. Séribriakov, ancien secrétaire du C. C.; 32. Slepukov, ancien rédacteur de la Pravda; 33. Smilga, un des dirigeants de l'insurrection d'Octobre 1917; 34. Sokolov, un des dirigeants de la révolution; 35. Jean Sten, ancien leader de la « gauche stalinienne »; 36. Tonski, fondateur et leader de la Centrale des syndicats russes, se suicida pendant le procès; 37. L'historien Seidel; 38 et 39. Rykov et Boukharine, objets, par la suite, d'un non-lieu; 40 et 41. Bogdan et Lomnadé qui, tous deux, se sont suicidés (1).

Pourquoi tous ces hommes ne sont-ils pas encore jugés? Le seront-ils jamais à moins qu'ils ne soient à huit clos...? Une chose est certaine: qu'il est impossible, dans cette hideuse fabrication de complots, de juger, même dans la pénombre des procès publics de Moscou, sans défense ou avec une défense dérisoire, avec une presse to-

(1) On consultera, sur tout ceci, Le Livre rouge de Léon Sédo.

Le Front Populaire contre les Jeunes Révolutionnaires

LES bureaucrates de tous poils et les traîtres des partis pseudo-ouvriers s'exaltent devant l'importance de l'œuvre réalisée par le gouvernement de Front Populaire.

Voici une circulaire du franc-maçon Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, au sujet de la propagande politique dans les établissements scolaires. De tout temps, les jeunes qui, à l'école, mènent le combat contre la bourgeoisie et le capitalisme, ont été en butte à la répression. Mais le Front Populaire entend faire encore mieux que Laval ou Doumergue et le ministre radical rappelle aux inspecteurs d'Académie et aux Recteurs que pour empêcher la parole rouge de se faire entendre dans les établissements d'enseignement, il est nécessaire que « toute l'action désirable soit entreprise, auprès des autorités de police par MM. les Chefs d'établissements, les inspecteurs d'Académie et vous-même ».

Toute infraction « sera punie de l'exclusion immédiate de tous les établissements du lieu où elle aura été commise. Dans les cas les plus graves, cette exclusion pourra s'étendre à tous les établissements d'enseignement public ». L'Humanité qui publie le texte de cette circulaire écrit: « Nous ne pouvons qu'applaudir. » Bien entendu et nous serions fort surpris qu'il en soit autrement. Et ceci au moment où le gouvernement se refuse à prendre les plus élémentaires mesures contre l'enseignement congréganiste auquel on laisse une scandaleuse liberté.

Aujourd'hui, on poursuit les jeunes communistes internationalistes pour leur travail antimilitariste. Les jeunes révolutionnaires sont traités comme des traîtres, comme de Tardieu et du Bloc National. Jeunes qui vouez combatte le fascisme autrement que par des mots ou que par la réconciliation de la nation française, n'accordez aucune confiance au gouvernement de Front Populaire. Rejoignez les Jeunes Communistes Internationalistes!

Chez les Pionniers Rouges

Dans la prochaine Commune, nous passerons une note que nous adressons à la Fédération des Pionniers Rouges. Nous y joindrons un commentaire de J.C.I. en réponse à la politique de la J.S.E., dont l'attitude bureaucratique et l'incompréhension qu'ils ont de la nature de la F.P.E. risquent de découper de jeunes révolutionnaires encore « confus » sans doute, mais qui apprennent honnêtement pour s'élever à une conscience politique plus claire, et qui s'éloignent de bien étrange aux conceptions que peuvent avoir les membres du B.P. des J.S.E. sur la jeunesse.

viétisation de l'Ukraine à partir de 1917-1918. Placé, après son ralliement à Staline, à la tête de la banque d'Etat, puis en qualité de sous-secrétaire d'Etat, à la direction de l'industrie lourde, il est un des administrateurs les plus capables de l'industrie soviétique. Drobinsk, révolutionnaire ukrainien, membre du gouvernement à divers moments, rallié à Staline, lui aussi, semble avoir passé on ne sait quels aveux. Mouralov, grande figure que j'ai plusieurs fois mentionnée dans ces pages, déporté depuis 1928, n'a jamais abjuré. Mais il écrivait ceci à Trotski, en juin 1928, de son coin de brousse, Tara, sur l'Irtych: « Moi, abjurer? Je mourrai, mais je n'abjurerais pas. On peut m'écarter, je n'abjurerais pas. Dussé-je rester seul, je n'abjurerais pas. Au point de vue formel, nous sommes des sans-parti; nous remplissons honnêtement toute tâche que l'on nous confie, nous préparons les travaux de la grève révolutionnaire, et nous instruisons en passant les autres, qui sont le plus souvent ignorés. Mais on ne peut pas nous des neutres ou des menteurs. Car ne se verra pas plus qu'on ne verra l'Irtych remonter de l'Océan Glacial vers sa source. »

Moi, abjurer? Je mourrai, mais je n'abjurerais pas. On peut m'écarter, je n'abjurerais pas. Dussé-je rester seul, je n'abjurerais pas. Au point de vue formel, nous sommes des sans-parti; nous remplissons honnêtement toute tâche que l'on nous confie, nous préparons les travaux de la grève révolutionnaire, et nous instruisons en passant les autres, qui sont le plus souvent ignorés. Mais on ne peut pas nous des neutres ou des menteurs. Car ne se verra pas plus qu'on ne verra l'Irtych remonter de l'Océan Glacial vers sa source.

Il est aussi question d'un procès des trente: une vingtaine d'Allemands — tous agents de la Gestapo, ayant passé les aveux les plus complets, bien sûr — et quelques vieux communistes choisis, avec lesquels un certain marché serait conclu — dans l'intérêt supérieur de la révolution, bien entendu — pour les supprimer eux-mêmes. M. Pierre Berland, correspondant du Temps à Moscou, pense qu'« il est infiniment probable que ce procès ne sera pas public » — et qu'« il est vraisemblable que les accusés ne seront pas fusillés (2)... Ils n'en disparaîtront pas moins. On nomme: Radek, Poutna, considéré jusqu'ici comme l'un des meilleurs stratèges de l'Armée Rouge, Frimakov et Schmidt, chefs militaires, tous deux héros de guerre civile (Dimitri Schmidt est ce chef légendaire d'un corps de cavalerie rouge, qu'il forma, petit ouvrier juif, pour se battre contre les fauteurs de pogromes); Arkus, directeur de travail; Sélecton, Soviétique, ambassadeur à Londres, considéré comme une des bonnes têtes des milieux dirigeants, Galina Séribriakova, écrivain en renom, Séribriakov, Ouglanov, de l'opposition de droite, ancien commissaire du peuple au travail; Sélecton, Soviétique, ami de centaines de prisonniers politiques dont on entend se débarrasser.

(1) Les Dernières Nouvelles, 25 novembre 1936.

DE LA RÉVOLUTION DE LENINE A LA CONTRE-RÉVOLUTION DE STALINE. Une brochure éditée par le Groupe International (marxistes-léninistes). En vente à La Commune: 2.50

On ne s'est pas trompé à l'étranger, sur la signification réelle de cette tragédie. Des feuilles fascistes d'Italie y ont vu le triomphe du réalisme pratique sur l'utopie révolutionnaire (Le Messagero). A Paris, l'Ere Nouvelle écrivait le 26 août: « En réalité, le verdict rendu contre... » (2) Le Temps, 11 novembre 1936.

ALGRE les promesses du gouvernement de Front Populaire et malgré l'hypothétique « Comité National de surveillance des prix », chaque jour la vie devient plus chère. Ainsi, bien que les travailleurs de l'industrie aient arraché, à la suite du mouvement de grève de juin, quelques augmentations de salaires, leurs conditions de vie ne se sont pas améliorées, au contraire. Cette constatation, qui s'impose à chacun, suffit aux petits bourgeois pour conclure qu'il est bien inutile de lutter pour une nouvelle augmentation de salaires, puisque celle-ci sera automatiquement suivie d'une nouvelle hausse du coût de la vie.



Personne, et c'est naturel, n'a tant exulté que l'émigration contre-révolutionnaire (monarchiste) Léon Elum, de nos sommes satisfaits d'une exécution parmi les millions d'exécutés commis par les bolcheviks... On ne s'arrêtera pas à Zinoviev et à ses amis, comme la Révolution française ne s'arrêta pas à Danton... Et l'Ere Nouvelle écrivait le 29 août: « Staline, dans des vers de circonstance: Sois remercié, Staline! Seize gradins, Staline! Seize bureaux de la patrie. Sois reparti chez les aïeux! Le ciel nous paraît bien aujourd'hui. Tu nous a payés de la peine de tant d'années! Mais pourquoi seize seulement? Donnons-en quarante. Donnons-en des centaines. Des milliers. Fais sur la Moskova, sans poutres ni piliers, un pont de charogne soviétique. — Et crève toi-même!

accords, des règles de bonne entente, conçues dans un esprit de parfaite loyauté » avec les patrons, au chapitre des délégués d'atelier, on peut voir que, pour être éligibles, les ouvriers et ouvrières doivent être âgés d'au moins 25 ans, travailler dans la même boîte depuis au moins un an, être de nationalité française, avoir leurs droits civiques, etc... Cette xénophobie, cet esclavagisme de la « morale » capitaliste, cet écrasement des jeunes comme catégorie sociale mineure, c'est bien dans le cadre du social-imperialisme et aussi du Parti socialiste. Car dans la caverne S.F.I.O., on s'y entend pour maintenir la muselire sur la bouche des jeunes. Et la gauche révolutionnaire elle-même sanctionne ce cadenas lors des votes de statuts et de programme en ce qui concerne les revendications des jeunes.

Dans l'imprimerie, cette barrière au moins de 25 ans est moins d'un an de « place stable » aboutit en fait, vu la grande proportion de jeunes exploités, à ce que les intérêts matériels et moraux des jeunes sont complètement ignorés, délaissés. Dans des boîtes de 15 ouvriers, dont dix jeunes, et deux ou trois autres embauchés momentanément, on ne pouvait remplir cette fonction pour une raison quelconque, si ce n'est celle d'être « étranger » ou « content de commercer de détail », le plus souvent c'est le contremaître ou le prote qui sera le délégué.

Messieurs les Officiers de Marine à Toulon

Le Populaire, organe du « prolétariat socialiste », s'indigna, lors des obsèques du camarade Salengro, de l'attitude scandaleuse de certains officiers de la marine française. A Toulon, paraît-il, ces vaillants serviteurs de la République, en apprenant la mort du ministre, s'étaient enivrés à bord de leurs unités en compagnie de femmes de mœurs légères... On de femmes de mœurs légères... On de toute la nuit! Il fallut, hélas, le tragique suicide de Salengro pour que les rédacteurs du Populaire apprennent l'extravagante conduite des officiers de marine à Toulon.

Aux Ateliers Pillot

Par leur action au moment des grèves de juin et à cause du réveil général de la classe ouvrière, les ouvriers de chez Pillot, en grande partie des jeunes, ont obtenu maintenant une petite augmentation horaire établie comme suit: 0 fr. 50 pour les hommes, 0 fr. 38 pour les femmes, 0 fr. 25 pour les jeunes de moins de 18 ans.

L'exploitation des jeunes cheminots

Les compagnies de chemins de fer affilient volontiers une politique de prestige, d'antipatrie sociale. C'est ainsi que les grands réseaux de chemins de fer avaient ouvert, dans les centres principaux, des écoles d'apprentis pour les jeunes de 14 à 16 ans. Leur apprentissage durait trois ans, sans rétribution, bien que, particulièrement dans la dernière année, ils travaillaient comme d'habitude quel ouvrier rétribué, suivant le statut. Sous couvert de former des ouvriers qualifiés, les réseaux, d'une part, touchaient les crédits alloués par l'Etat pour l'apprentissage et, d'autre part, faisaient figurer les centres d'apprentissage au chapitre des dépenses de l'exploitation des chemins de fer pour plusieurs millions. Le scandale manifeste consistait, au bout des trois ans, à congédier les

la doctrine de l'Etat-prolétaire L'augmentation des salaires entraînera-t-elle une hausse du coût de la vie?

Marx, la question du rapport des salaires et du coût de la vie. Nous ne pouvons aujourd'hui aborder le problème que d'une façon générale et assez abstraite. Par suite, certains camarades pourront penser que cet article n'est pas très facilement accessible, mais, dans un de nos plus prochains numéros, nous reviendrons sur cette importante question du rapport des salaires et du coût de la vie et nous l'éclairerons d'exemples concrets.

Les salaires déterminent-ils les prix des marchandises? Cette assertion, comme l'a fait remarquer Marx, reviendrait à celle-ci: « La valeur est déterminée par la valeur. » Il convient donc, d'abord, d'examiner cette dernière notion et de préciser ce qu'est la valeur d'une marchandise. Elle ne peut être définie que par rapport à la substance sociale commune à toutes les marchandises, c'est-à-dire le travail. Celui-ci ne suffirait d'ailleurs pas à définir la valeur d'une marchandise, car les produits, objets destinés à être consommés par le producteur, supposent aussi une certaine quantité de travail, mais du travail de nature différente que celui qu'exige la production des marchandises.

La valeur d'une marchandise ne peut être définie plus précisément que par rapport au « travail social ». Suivant la formule de Marx, « une marchandise a une valeur parce qu'elle est une cristallisation de travail social ». Et les quantités de marchandises correspondantes qui peuvent être produites dans le même temps de travail sont de valeur égale. Et la valeur d'une marchandise n'est pas déterminée par la rémunération du travail, mais par la quantité de travail qui a été nécessaire à sa production. Or, la rémunération du travail et la quantité de travail sont deux choses bien différentes.

La valeur d'une marchandise est donc déterminée uniquement par la durée du travail qui a été nécessaire à sa production, abstraction faite de

que dans la mesure où disparaissent les privilèges et les distinctions sociales et où, par conséquent, l'Etat perd sa raison d'être, la propriété de l'Etat devient celle du peuple tout entier et ce cesse d'être propriété d'Etat. Mais un contre-exemple: l'Etat soviétique n'a-t-il pas été le peuple, plus exactement, il s'oppose au peuple comme le gardien de la propriété et plus clairement il témoigne contre la propriété d'Etat? Mais par sa répression même il empêche le prolétariat de jouir de cette propriété; la chrysalide ne devient pas papillon! L'existence des citoyens soviétiques détermine la propriété mais n'en sont pas possesseurs. Entre le prolétariat russe et la bourgeoisie française un intermédiaire qui s'identifie à l'Etat, exploite la propriété suivant ses intérêts et cet intermédiaire s'oppose au prolétariat comme gardien de la propriété.

Dans ces conditions, peut-on considérer un tel état comme prolétarien et pourquoi apparaît-il comme tel aux yeux de ceux qui ne voient que la forme? Léon Trotsky essaie de le définir ainsi: « Les classes sont définies par leur place dans l'économie sociale avant tout par rapport aux moyens de production. Dans les sociétés civilisées, la loi fixe les rapports de propriété. La nationalisation ou l'abolition des moyens de production, des transports et des échanges et aussi le monopole du commerce extérieur forment les bases de la société soviétique. Mais la nationalisation de l'économie détermine à nos yeux l'U.R.S.S. comme un état prolétarien. (La Révolution trahie, p. 280.) »

NOTRE ENQUÊTE: L'U. R. S. S. est-elle encore un Etat Prolétarien?

« L'Etat soviétique n'a-t-il pas été le peuple, plus exactement, il s'oppose au peuple comme le gardien de la propriété et plus clairement il témoigne contre la propriété d'Etat? Mais par sa répression même il empêche le prolétariat de jouir de cette propriété; la chrysalide ne devient pas papillon! L'existence des citoyens soviétiques détermine la propriété mais n'en sont pas possesseurs. Entre le prolétariat russe et la bourgeoisie française un intermédiaire qui s'identifie à l'Etat, exploite la propriété suivant ses intérêts et cet intermédiaire s'oppose au prolétariat comme gardien de la propriété. »

Le Front Populaire contre les Jeunes Révolutionnaires

LES bureaucrates de tous poils et les traîtres des partis pseudo-ouvriers s'exaltent devant l'importance de l'œuvre réalisée par le gouvernement de Front Populaire. Voici une circulaire du franc-maçon Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, au sujet de la propagande politique dans les établissements scolaires. De tout temps, les jeunes qui, à l'école, mènent le combat contre la bourgeoisie et le capitalisme, ont été en butte à la répression. Mais le Front Populaire entend faire encore mieux que Laval ou Doumergue et le ministre radical rappelle aux inspecteurs d'Académie et aux Recteurs que pour empêcher la parole rouge de se faire entendre dans les établissements d'enseignement, il est nécessaire que « toute l'action désirable soit entreprise, auprès des autorités de police par MM. les Chefs d'établissements, les inspecteurs d'Académie et vous-même ».

Chez les Pionniers Rouges

Dans la prochaine Commune, nous passerons une note que nous adressons à la Fédération des Pionniers Rouges. Nous y joindrons un commentaire de J.C.I. en réponse à la politique de la J.S.E., dont l'attitude bureaucratique et l'incompréhension qu'ils ont de la nature de la F.P.E. risquent de découper de jeunes révolutionnaires encore « confus » sans doute, mais qui apprennent honnêtement pour s'élever à une conscience politique plus claire, et qui s'éloignent de bien étrange aux conceptions que peuvent avoir les membres du B.P. des J.S.E. sur la jeunesse.

la rémunération qui a été accordée à ce travail. C'est tellement vrai que, sur le marché, les valeurs d'échange de marchandises de même nature, qui exigent pour être produites la même quantité de travail, sont également les mêmes quand les salaires des ouvriers qui ont produit ces marchandises diffèrent dans de notables proportions. Ce qui n'est point rare, comme suffirait à le démontrer une comparaison entre ce que gagne journalièrement une ouvrière bonnetière qui travaille en province et une ouvrière bonnetière de la région parisienne, entre ce que gagne chaque semaine un ouvrier de la région lyonnaise et un ouvrier d'une petite cité du Nord, travaillant l'un et l'autre dans la même industrie.

Voici ce qu'écrivait Marx au sujet du rapport entre le salaire et la valeur: « Si, de la valeur d'une marchandise, nous retranchons la valeur qui restitue celle des matières premières et des autres moyens de production consommés, c'est-à-dire si nous retranchons la valeur que représente le travail passé qu'elle contient, la valeur restante sera réduite à la quantité de travail qu'y a ajoutée l'ouvrier occupé en dernier lieu. Cette valeur déterminée par le temps du travail est le seul fonds d'où l'ouvrier, qui est le capitaliste, puisent respectivement leurs parts ou dividendes, la seule valeur qui soit répartie en salaire et en profit ».

Cette valeur est, en effet, partagée entre le patron et l'ouvrier et la valeur elle-même ne subit aucune modification quand varie le rapport suivant lequel elle est partagée entre les deux parties. Il se produit seulement, le salaire et le profit variant, bien entendu, en proportion inverse, en cas de hausse générale des salaires, une baisse du taux général du profit. Le salaire détermine donc seulement le taux du profit, mais non pas la valeur de la marchandise.

Ce n'est donc pas du tout un paradoxe d'affirmer que du travail bien payé peut produire de la marchandise bon marché et encore bien moins que d'affirmer que la lutte revendicative pour les salaires doit être hardiment menée, malgré les récriminations des défaitistes petits bourgeois.

NOTRE ENQUÊTE: L'U. R. S. S. est-elle encore un Etat Prolétarien?

« L'Etat soviétique n'a-t-il pas été le peuple, plus exactement, il s'oppose au peuple comme le gardien de la propriété et plus clairement il témoigne contre la propriété d'Etat? Mais par sa répression même il empêche le prolétariat de jouir de cette propriété; la chrysalide ne devient pas papillon! L'existence des citoyens soviétiques détermine la propriété mais n'en sont pas possesseurs. Entre le prolétariat russe et la bourgeoisie française un intermédiaire qui s'identifie à l'Etat, exploite la propriété suivant ses intérêts et cet intermédiaire s'oppose au prolétariat comme gardien de la propriété. »

Dans ces conditions, peut-on considérer un tel état comme prolétarien et pourquoi apparaît-il comme tel aux yeux de ceux qui ne voient que la forme? Léon Trotsky essaie de le définir ainsi: « Les classes sont définies par leur place dans l'économie sociale avant tout par rapport aux moyens de production. Dans les sociétés civilisées, la loi fixe les rapports de propriété. La nationalisation ou l'abolition des moyens de production, des transports et des échanges et aussi le monopole du commerce extérieur forment les bases de la société soviétique. Mais la nationalisation de l'économie détermine à nos yeux l'U.R.S.S. comme un état prolétarien. (La Révolution trahie, p. 280.) »

NOTRE ENQUÊTE: L'U. R. S. S. est-elle encore un Etat Prolétarien?

« L'Etat soviétique n'a-t-il pas été le peuple, plus exactement, il s'oppose au peuple comme le gardien de la propriété et plus clairement il témoigne contre la propriété d'Etat? Mais par sa répression même il empêche le prolétariat de jouir de cette propriété; la chrysalide ne devient pas papillon! L'existence des citoyens soviétiques détermine la propriété mais n'en sont pas possesseurs. Entre le prolétariat russe et la bourgeoisie française un intermédiaire qui s'identifie à l'Etat, exploite la propriété suivant ses intérêts et cet intermédiaire s'oppose au prolétariat comme gardien de la propriété. »

Messieurs les Officiers de Marine à Toulon

Le Populaire, organe du « prolétariat socialiste », s'indigna, lors des obsèques du camarade Salengro, de l'attitude scandaleuse de certains officiers de la marine française. A Toulon, paraît-il, ces vaillants serviteurs de la République, en apprenant la mort du ministre, s'étaient enivrés à bord de leurs unités en compagnie de femmes de mœurs légères... On de femmes de mœurs légères... On de toute la nuit! Il fallut, hélas, le tragique suicide de Salengro pour que les rédacteurs du Populaire apprennent l'extravagante conduite des officiers de marine à Toulon.

Aux Ateliers Pillot

Par leur action au moment des grèves de juin et à cause du réveil général de la classe ouvrière, les ouvriers de chez Pillot, en grande partie des jeunes, ont obtenu maintenant une petite augmentation horaire établie comme suit: 0 fr. 50 pour les hommes, 0 fr. 38 pour les femmes, 0 fr. 25 pour les jeunes de moins de 18 ans.

L'exploitation des jeunes cheminots

Les compagnies de chemins de fer affilient volontiers une politique de prestige, d'antipatrie sociale. C'est ainsi que les grands réseaux de chemins de fer avaient ouvert, dans les centres principaux, des écoles d'apprentis pour les jeunes de 14 à 16 ans. Leur apprentissage durait trois ans, sans rétribution, bien que, particulièrement dans la dernière année, ils travaillaient comme d'habitude quel ouvrier rétribué, suivant le statut. Sous couvert de former des ouvriers qualifiés, les réseaux, d'une part, touchaient les crédits alloués par l'Etat pour l'apprentissage et, d'autre part, faisaient figurer les centres d'apprentissage au chapitre des dépenses de l'exploitation des chemins de fer pour plusieurs millions. Le scandale manifeste consistait, au bout des trois ans, à congédier les

la rémunération qui a été accordée à ce travail. C'est tellement vrai que, sur le marché, les valeurs d'échange de marchandises de même nature, qui exigent pour être produites la même quantité de travail, sont également les mêmes quand les salaires des ouvriers qui ont produit ces marchandises diffèrent dans de notables proportions. Ce qui n'est point rare, comme suffirait à le démontrer une comparaison entre ce que gagne journalièrement une ouvrière bonnetière qui travaille en province et une ouvrière bonnetière de la région parisienne, entre ce que gagne chaque semaine un ouvrier de la région lyonnaise et un ouvrier d'une petite cité du Nord, travaillant l'un et l'autre dans la même industrie.

Voici ce qu'écrivait Marx au sujet du rapport entre le salaire et la valeur: « Si, de la valeur d'une marchandise, nous retranchons la valeur qui restitue celle des matières premières et des autres moyens de production consommés, c'est-à-dire si nous retranchons la valeur que représente le travail passé qu'elle contient, la valeur restante sera réduite à la quantité de travail qu'y a ajoutée l'ouvrier occupé en dernier lieu. Cette valeur déterminée par le temps du travail est le seul fonds d'où l'ouvrier, qui est le capitaliste, puisent respectivement leurs parts ou dividendes, la seule valeur qui soit répartie en salaire et en profit ».

Cette valeur est, en effet, partagée entre le patron et l'ouvrier et la valeur elle-même ne subit aucune modification quand varie le rapport suivant lequel elle est partagée entre les deux parties. Il se produit seulement, le salaire et le profit variant, bien entendu, en proportion inverse, en cas de hausse générale des salaires, une baisse du taux général du profit. Le salaire détermine donc seulement le taux du profit, mais non pas la valeur de la marchandise.

Ce n'est donc pas du tout un paradoxe d'affirmer que du travail bien payé peut produire de la marchandise bon marché et encore bien moins que d'affirmer que la lutte revendicative pour les salaires doit être hardiment menée, malgré les récriminations des défaitistes petits bourgeois.

NOTRE ENQUÊTE: L'U. R. S. S. est-elle encore un Etat Prolétarien?

« L'Etat soviétique n'a-t-il pas été le peuple, plus exactement, il s'oppose au peuple comme le gardien de la propriété et plus clairement il témoigne contre la propriété d'Etat? Mais par sa répression même il empêche le prolétariat de jouir de cette propriété; la chrysalide ne devient pas papillon! L'existence des citoyens soviétiques détermine la propriété mais n'en sont pas possesseurs. Entre le prolétariat russe et la bourgeoisie française un intermédiaire qui s'identifie à l'Etat, exploite la propriété suivant ses intérêts et cet intermédiaire s'oppose au prolétariat comme gardien de la propriété. »

Dans ces conditions, peut-on considérer un tel état comme prolétarien et pourquoi apparaît-il comme tel aux yeux de ceux qui ne voient que la forme? Léon Trotsky essaie de le définir ainsi: « Les classes sont définies par leur place dans l'économie sociale avant tout par rapport aux moyens de production. Dans les sociétés civilisées, la loi fixe les rapports de propriété. La nationalisation ou l'abolition des moyens de production, des transports et des échanges et aussi le monopole du commerce extérieur forment les bases de la société soviétique. Mais la nationalisation de l'économie détermine à nos yeux l'U.R.S.S. comme un état prolétarien. (La Révolution trahie, p. 280.) »

NOTRE ENQUÊTE: L'U. R. S. S. est-elle encore un Etat Prolétarien?

« L'Etat soviétique n'a-t-il pas été le peuple, plus exactement, il s'oppose au peuple comme le gardien de la propriété et plus clairement il témoigne contre la propriété d'Etat? Mais par sa répression même il empêche le prolétariat de jouir de cette propriété; la chrysalide ne devient pas papillon! L'existence des citoyens soviétiques détermine la propriété mais n'en sont pas possesseurs. Entre le prolétariat russe et la bourgeoisie française un intermédiaire qui s'identifie à l'Etat, exploite la propriété suivant ses intérêts et cet intermédiaire s'oppose au prolétariat comme gardien de la propriété. »

Messieurs les Officiers de Marine à Toulon

Le Populaire, organe du « prolétariat socialiste », s'indigna, lors des obsèques du camarade Salengro, de l'attitude scandaleuse de certains officiers de la marine française. A Toulon, paraît-il, ces vaillants serviteurs de la République, en apprenant la mort du ministre, s'étaient enivrés à bord de leurs unités en compagnie de femmes de mœurs légères... On de femmes de mœurs légères... On de toute la nuit! Il fallut, hélas, le tragique suicide de Salengro pour que les rédacteurs du Populaire apprennent l'extravagante conduite des officiers de marine à Toulon.

Aux Ateliers Pillot

Par leur action au moment des grèves de juin et à cause du réveil général de la classe ouvrière, les ouvriers de chez Pillot, en grande partie des jeunes, ont obtenu maintenant une petite augmentation horaire établie comme suit: 0 fr. 50 pour les hommes, 0 fr. 38 pour les femmes, 0 fr. 25 pour les jeunes de moins de 18 ans.

L'exploitation des jeunes cheminots

Les compagnies de chemins de fer affilient volontiers une politique de prestige, d'antipatrie sociale. C'est ainsi que les grands réseaux de chemins de fer avaient ouvert, dans les centres principaux, des écoles d'apprentis pour les jeunes de 14 à 16 ans. Leur apprentissage durait trois ans, sans rétribution, bien que, particulièrement dans la dernière année, ils travaillaient comme d'habitude quel ouvrier rétribué, suivant le statut. Sous couvert de former des ouvriers qualifiés, les réseaux, d'une part, touchaient les crédits alloués par l'Etat pour l'apprentissage et, d'autre part, faisaient figurer les centres d'apprentissage au chapitre des dépenses de l'exploitation des chemins de fer pour plusieurs millions. Le scandale manifeste consistait, au bout des trois ans, à congédier les